Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires

Crise sanitaire, crise alimentaire

SOS FAIM

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

Trimestriel N°12
Juin-juillet 2020

N°d'agrément
P601176

ÉDIT

“Pas de retour à l’anormal !”

© Gaël Turine

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ? Écrivez-moi à : ghi@sosfaim.ong

Vous recevez ce numéro plus tard que d’habitude. Vous vous en doutez, le confinement a chamboulé nos activités. Mais, au-delà, j’ai longuement hésité à consacrer un Supporterres à cette crise sanitaire. Le risque me semblait grand, en plein cœur de la crise, de manquer de recul et de nuances, d’aller trop vite dans l’analyse des causes et la défense de solutions.

Mais les files d’attente et les rayons vides des supermarchés, la fermeture des marchés, des restaurants et des cantines scolaires témoignaient, dès les premiers jours, de l’impact probable sur la faim et l’alimentation de millions de personnes à travers le monde. Et puis après, les récoltes qui pourrissent, la destruction de produits frais ont mis progressivement en lumière les conséquences économiques pour les agriculteurs, en l’absence de main d’œuvre, de débouchés, de possibilités d’approvisionnement et de transport.

Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, avertit : “*49 millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans l’extrême pauvreté à cause de la crise*” provoquée par la pandémie. Et avec elle, l’insécurité alimentaire et la malnutrition durables.

Alors finalement oui, il m’a semblé tout à fait pertinent de consacrer ce numéro aux conséquences de la crise sanitaire sur l’agriculture et l’alimentation.

Car elle a beaucoup à nous apprendre : le modèle agricole dominant qui promeut mécanisation et investissement, hyperspécialisation et développement des échanges internationaux, recours aux intrants et à la grande distribution a montré ses faiblesses dans un contexte pourtant amené à se reproduire. Avec le rapprochement des espèces du, notamment, à la déforestation et l’agriculture intensive, les zoonoses, comme celle que nous connaissons sont amenées à se multiplier.

A l’inverse, le modèle agricole familial, local et agroécologique résiste à la crise : en Bolivie, les autorités ont fait appel aux organisations paysannes pour assurer l’approvisionnement alimentaire des villes. Et elles ont relevé le défi ! En Belgique, la consommation en circuits courts a augmenté de 10 à 30%. Et les producteurs ont répondu à la demande ! Au Burkina Faso, la ferme agroécologique “Béo-neere” a développé la livraison à domicile et la vente microlocale. Et elle a vu sa clientèle doubler !

Loin d’être une “garantie de pauvreté durable”, l’agriculture familiale et l’agroécologie ont fait la preuve de leur force. Des solutions à promouvoir, sans hésitation !

Géraldine Higel
Rédactrice en chef de Supporterres

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine
Illustration de couverture > Philippe de Kemmeter
Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de
Belgique
partenaire du développement

SOMMAIRE

Nos moments phares — “SOS Faim en confinement” 3
On prend la température — “L’Éthiopie au temps du Covid-19 : récit d’une lutte inégale” 4
Voix du sud — “Crise sanitaire : tirer les leçons du passé et repenser les politiques agricoles” 6
En un clic — “Différentes inégalités face à la crise sanitaire et au confinement” 8
Grand angle — “Entre mondialisation exacerbée et relocalisation excessive, quel système alimentaire après la pandémie de la Covid-19 ?” 10
Focus — “Les GASAP : graine de résilience” 14
Notre regard sur — “Multiplier et faire grandir les projets locaux vertueux” 15

Comme beaucoup de Belges, le confinement a débuté chez SOS Faim dès le lundi 16 mars. Tout le monde est resté chez soi et a appris à travailler avec les outils numériques pour maintenir nos activités tout en gérant, avec le plus de souplesse possible, les contraintes de chacun.e.

Nos collègues sur le terrain ont également subi des contraintes liées à la crise sanitaire : au **Pérou**, le confinement a commencé en même temps qu'en Belgique et se poursuit pour notre collègue Luis au moins jusqu'à la fin du mois de juin ; en **RDC**, le quartier où se situe notre antenne a été mis en quarantaine et les écoles ont fermé ; Mireille, notre représentante a ainsi du travailler de chez elle tout en s'occupant de ses quatre enfants ; en **Bolivie**, pendant plusieurs semaines, chaque personne ne pouvait sortir qu'un jour par semaine pendant 4 heures, pour des achats de première nécessité. Aujourd'hui, notre collègue César reprend progressivement le chemin de son bureau.

Inévitablement, nos activités ont été impactées. Ainsi, malgré un léger retard, le **comité éditorial de ce numéro** de Supporterres a bien eu lieu et a été, comme d'habitude, vivant et riche ! **Bravo aux volontaires pour leur travail et leur ténacité !**

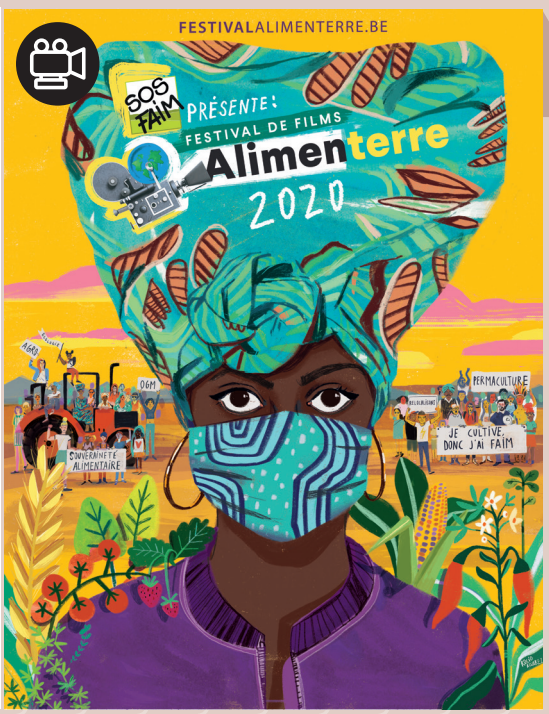
A l'inverse, après beaucoup d'hésitations et à regret, **Hunger Race a du être annulée** car elle n'aurait pas pu se tenir dans des conditions de sécurité sanitaire suffisante.

Et, autre bonne nouvelle, un mois avant le confinement, nous avons créé **Minka**, **un réseau international pour l'agriculture familiale et l'alimentation durables**, avec 8 partenaires : Îles de Paix et Autre Terre en Belgique, le Fogal au Pérou, la Fongs au Sénégal, l'APIL au Burkina Faso, le Cenadep en RDC, Terra Nuova en Italie et Mission Inclusion au Canada. Longue vie à lui !

Mais notre autre grand rendez-vous de l'année, **le Festival Alimenterre est, quant à lui, bien maintenu.** Rendez-vous alors **du 7 au 11 octobre** pour des retrouvailles riches, chaleureuses et pleines de nouveautés ! D'ici là, restez connecté.es car il y aura malgré tout des adaptations.

www.festivalalimenterre.be

Parmi les nouveautés, vous pourrez d'ailleurs découvrir les lauréats du **concours de courts-métrages "Champ libre !"**, lancé fin mai. Pour en savoir plus sur ce concours - et, pourquoi pas, vous inscrire ! - rendez-vous à la dernière page de ce numéro ou sur concourschamplibre.com



© Patrick Galbats

L'Éthiopie au temps du Covid-19 : récit d'une lutte inégale

PAYS D'INTERVENTION

15 avril 2020. Aujourd'hui, le monde est victime d'une nouvelle épidémie meurtrière, aux conséquences potentiellement dramatiques en termes d'alimentation. L'Éthiopie redoute une nouvelle crise alimentaire et pour cause : deuxième pays africain par le nombre d'habitants, elle craint que l'offre agricole ne satisfasse plus la demande. Le Conseil des ministres vient de déclarer l'état d'urgence.

Interrogés sur la crise que vit le pays, Sorsa Debela, assistant technique de SOS Faim ainsi que Amsalu Alemayehu et Teshome Dayesso, directeurs généraux respectivement de Wasasa d'une part et de Buusaa Gonofaa d'autre part, deux institutions de microfinance, tous trois décrivent un pays souffrant au gré des événements.

UNE "RÉVOLUTION VERTE" BIEN FRAGILE

La crise économique et la famine des années 1980 restent gravées dans les esprits. Mais la modernité et le progrès ont changé son destin : l'Éthiopie a longtemps connu l'une des plus fortes croissances au monde. Économique mais aussi démographique. Et pour répondre à cette pression inédite, le Gouvernement prône depuis vingt ans la "Révolution verte", axée sur le recours massif aux produits chimiques. Selon le Ministère de l'Agriculture, l'Éthiopie est de plus en plus dépendante des intrants conventionnels, des semences améliorées et des pesticides d'importation. C'est d'ailleurs un enjeu actuel majeur : si un arrêt des transports ou une diminution du commerce international s'imposait, les agriculteurs sauraient-ils produire sans engrais chimiques ?

Le constat est sans appel : sans herbicides et pesticides, pas de production. Et sans production, pas de pouvoir d'achat. Ainsi, si le Covid-19 parvenait à fragiliser la chaîne d'approvisionnement, les temps seraient durs : le prix des biens primaires grimperait et la consommation chuterait. Les campagnes seraient touchées en premier : la plupart des paysans ne possèdent que des petites parcelles, 0,9 hectare en moyenne pour 12 millions d'habitants, dont la productivité n'est pas toujours au rendez-vous. Il s'agit pour

Selon la Commission nationale de gestion des risques des catastrophes, 30 millions d'éthiopiens nécessitent désormais une aide humanitaire et alimentaire d'urgence.

la plupart de cultures pluviales, ce qui se heurte à la sécheresse chronique marquant le pays. Et pour couronner le tout, l'Éthiopie se remet à peine d'une invasion de locustes : des insectes voraces, qui ravagent les champs et menacent, ainsi, les moyens de subsistance.

Un cercle vicieux difficile à briser, d'autant plus que la crise sanitaire oblige à la fermeture des marchés et à la distanciation sociale. Enfin, le plus souvent, le petit agriculteur vit dans des zones reculées du pays, ignorant ce qui se passe en dehors des frontières ; et avec un accès difficile à l'eau, comment se laver correctement les mains ?

UNE ABSENCE DE RÉPONSE À LONG TERME

Les exportations ont chuté, c'est le cas du café. À présent, à l'inverse, le Gouvernement salue l'idée d'une importation massive de biens primaires (notamment le blé d'Afrique du Sud) et l'aménagement d'espaces de stockage. Mais tout ceci n'est qu'une réponse à court terme. "*Cela ne suffira pas", insiste* **Amsalu Alemayehu, "***il faudra des partenariats avec des organisations ayant des objectifs de développement : cela permettra aux agriculteurs de résister à de tels chocs".*

Le risque d'insécurité alimentaire est réel et invite à repenser les marchés et le système de distribution. Cette crise met en lumière les limites de nos systèmes alimentaires. *"Les importations nourrissent la population urbaine alors que certaines régions ont un excédent de production", constate Teshomé Dayesso.* Ce risque invite également à appuyer la transformation agricole et à faciliter les prêts.

En Éthiopie, les institutions de microfinance, avec les activités non productives, constituent un levier essentiel dans la lutte contre la pauvreté. La campagne agricole venant de démarrer, il est urgent d'armer les paysans pour qu'ils puissent relever les défis à l'horizon : la récolte, l'exode urbain, l'accès à l'information. Il est également important de supporter, aussi bien sur le plan technique qu'économique, la création de coopératives d'agriculteurs : centraliser la demande en intrants et semences profiterait à toute la chaîne de valeur, du producteur au consommateur.

Depuis plus de deux décennies, la politique de développement agricole du gouvernement éthiopien vise à améliorer la productivité des terres grâce à l'application intensive d'engrais chimiques et de pesticides. Il n'y a pas de politiques favorisant l'utilisation d'intrants alternatifs.

CONSTRUIRE UNE INDÉPENDANCE AGRICOLE

Mais le gouvernement n'envisage toujours pas le virage vers des semences locales, des composts ou des intrants alternatifs. À Addis Abeba *"les dirigeants ne croient pas à l'agroécologie", déplore Sorsa Debela "mais après une telle crise, je pense qu'ils comprendront : cela pourrait aider à résister au défi imposé par la dépendance aux pratiques externes".*

Le Covid-19 montre l'urgence de rebâtir une indépendance agricole capable d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire des populations. À l'abri de la faim, l'Éthiopie saura revivre de ses cendres, une fois de plus.

Dieyenaba Faye
Volontaire

CRISE SANITAIRE : TIRER LES LEÇONS DU PASSÉ ET REPENSER LES POLITIQUES AGRICOLES

FERNANDO ALVARADO

Consorcio Agroecológico Peruano - Pérou

"Il est urgent que les gouvernements locaux agissent en expliquant la portée des mesures de santé et facilitent le transport des produits de leur juridiction vers les marchés."

La quarantaine décrétée par le gouvernement coïncide avec le temps de récolte de la "grande" campagne qui commence avec la saison des pluies. Et comme le Pérou a 80% de terres sèches dans la Sierra, où la majorité des familles productrices sont concentrées, nous aurons un double problème. La pénurie de main-d'œuvre dans le secteur rural traditionnel a considérablement augmenté en mars et avril du fait de "l'immobilisation sociale obligatoire". A cela s'ajoute également la fermeture des routes empêchant la récolte de millions de tonnes de produits agricoles et l'approvisionnement des marchés.

Malgré les revendications des experts, le Ministère de l'Agriculture n'a pas la bonne réaction : bon nombre des soutiens que le gouvernement prévoit concernent les secteurs industriel et financier mais rien pour l'agriculture qui implique pourtant 2,2 millions de familles. Cela peut conduire de nombreux agriculteurs à ne pas être en mesure de récolter et de vendre leurs produits, les affectant ainsi pendant plusieurs années. Même la prime de soutien de 760 sols bénéficiera à 3,5 millions de familles mais pas aux agriculteurs.

Une crise alimentaire, exacerbée par le manque de revenus pour d'importants secteurs urbains et en particulier 70 % de l'économie informelle, est susceptible de commencer. Les producteurs n'ayant pas de revenus pour s'acheter les intrants conventionnels, cette crise est une opportunité pour rappeler que l'agroécologie est une alternative durable. Qui génère en outre des aliments plus nutritifs et sains comment l'exigeront plus fortement les consommateurs conscients de la relation entre la bonne santé et les aliments sains et écologiques. En outre, en période de quarantaine, l'approvisionnement local s'est avéré plus efficace que la grande distribution.

ABDOULAYE OUÉDRAOGO

Action pour la Promotion des Initiatives Locales" et ajouter, après ou en-dessous "BURKINA FASO

"Il est clair que cette pandémie va à jamais influencer les façons de produire et de consommer tant sa survenue a mis à nu les liens entre l'agriculture et la santé c'est-à-dire comment la façon dont l'agriculture est pratiquée peut favoriser ou pas le bien-être des populations."

Au Burkina Faso, où les marchés intérieurs sont approvisionnés en produits agricoles et maraîchers issus de l'agriculture familiale, cette pandémie constitue un coup dur. Déjà touché par un niveau élevé d'insécurité alimentaire dû à une campagne hivernale 2019/2020 désastreuse et un nombre important de déplacés internes liés à la crise sécuritaire, notre pays pourrait payer un lourd tribut si la situation du COVID-19 venait à s'accentuer.

Le gouvernement a pris une batterie de mesures d'accompagnement

Dans les pays du Sud, la crise alimentaire menace. Les petits agriculteurs résistent et représentent même une solution durable à la faim et aux pandémies futures. A condition que les États revoient leur politique agricole.

visant à alléger la souffrance des populations en cette période du COVID-19 et notamment la vente à prix social des céréales (riz, maïs, sorgho) dans 250 “boutiques témoins” à travers le pays. Mais force est de constater que les prix pratiqués, même s’ils sont subventionnés, demeurent inaccessibles pour la plupart des personnes vulnérables. En outre, les boutiques sont situées dans des communes urbaines qui sont, pour beaucoup, un désert alimentaire mais ce qui est limitatif pour les paysans en campagne.

L’insécurité alimentaire va s’accentuer et le taux de malnutrition va grimper en flèche. Les pays vont devoir développer des plans d’assistance alimentaire importants pour éviter des émeutes de la faim. Mais aussi prendre du recul sur leurs politiques actuelles.

L’agroécologie pourrait être une alternative à ces tendances qui risquent de fragiliser le système alimentaires mondial. En effet, elle peut produire localement une bonne partie des aliments pour nos villes et campagnes avec des aliments frais et sains en renforçant du coup le système immunitaire des populations, toute chose indispensable dans la lutte contre le COVID-19. Elle permet également de fournir aux familles rurales des avantages sociaux, économiques et environnementaux importants.

MARIA LOURDÈS VARGAS

Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia - Bolivie

Pendant cette période, pour garantir l’approvisionnement alimentaire des villes, l’Etat se tourne vers les petites organisations de producteurs qui, à l’heure actuelle, savent comment répondre à ce défi. Pourtant, ce secteur a été peu soutenu et même souvent dévalorisé par les gouvernements et, malgré cela, il s’organise et essaie de transporter ses produits sans se préoccuper des protocoles de biosécurité.

Au cours des dernières années, les politiques publiques, en faveur de l’agro-industrie, ont favorisé l’expansion de la frontière agricole au détriment des zones protégées, considérées comme un butin politique. Elles ont ainsi créé une situation d’insécurité alimentaire et une production très dépendante des importations. Maintenant, il est essentiel de réévaluer la contribution de la production paysanne à petite échelle.

L’histoire de l’humanité est marquée par l’idée que la nature est un bien qui appartient à l’homme et que celui-ci peut l’exploiter et en tirer profit comme bon lui semble, même s’il doit détruire les habitats des êtres vivants par l’expansion de l’agrobusiness. Cette situation génère les conditions idéales pour des mutations de virus. Le problème dépasse donc celui de la seule santé publique. La nature n’est pas seulement une source de richesses mais elle est également source de vie. La société civile et le monde politique doivent placer la vie au centre de leurs préoccupations et créer des systèmes alimentaires durables.

Retrouvez Maria Lourdès Vargas en vidéo sur notre site. Elle évoque la tentative d'introduction des OGM en Bolivie pendant le confinement.
www.sosfaim.be

Laurent Stojka
Volontaire
Géraldine Higel
Rédactrice

Différentes inégalités face à la crise sanitaire et au confinement

LA FAIM

Augmentation moyenne du prix de l'alimentation

Rwanda
+23,5%

Tanzanie
+12%

Mozambique
+10%

Fermeture des marchés et des commerces informels

En Afrique, **70%** des ménages urbains dépendent des marchés informels et des vendeurs de rue pour l'achat de nourriture.

Fermeture des cantines scolaires

En Amérique latine et dans les Caraïbes, plus de **10 millions d'enfants** dépendent des repas scolaires pour se nourrir.

Sous-alimentation

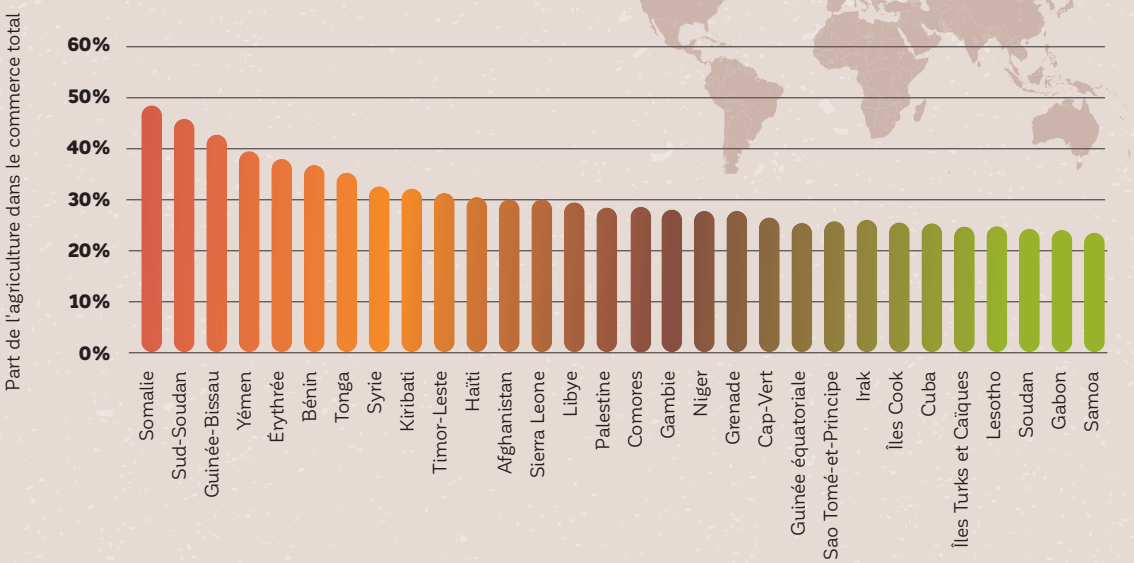
+ 15 millions de personnes, principalement dans les pays pauvres et dépendant des importations.

FRANCE
27%
des Français ont davantage fréquent les commerces locaux

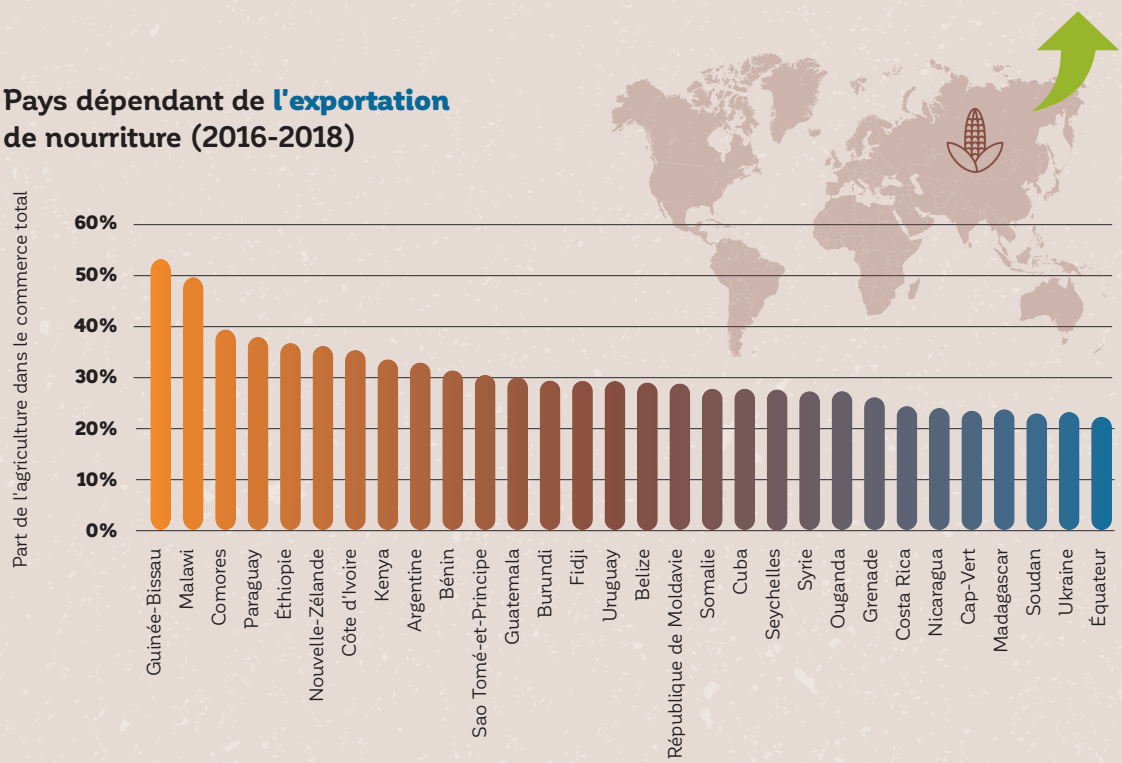
CHINE
+300%
de paniers GASAP

LE COMMERCE MONDIAL

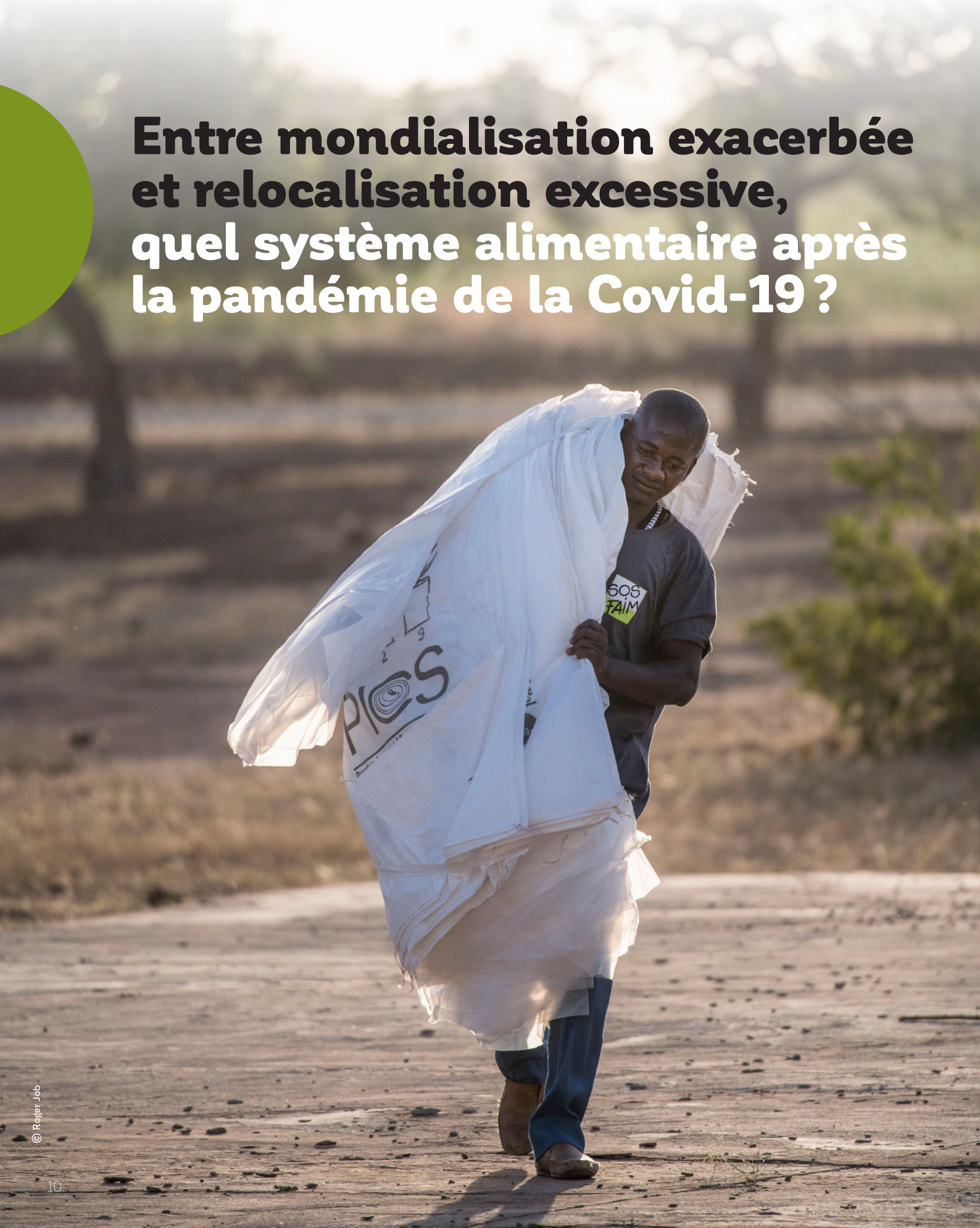
Pays dépendant de l'importation de nourriture (2016-2018)



Pays dépendant de l'exportation de nourriture (2016-2018)



Entre mondialisation exacerbée et relocalisation excessive, quel système alimentaire après la pandémie de la Covid-19 ?



© Roger Job

La crise de la Covid-19 a entraîné un ralentissement dans la quasi-totalité des secteurs, y compris dans les secteurs vitaux comme l'agroalimentaire. La fermeture des frontières et la mise en quarantaine des villes ont perturbé les chaînes d'approvisionnement avec le risque imminent de priver des dizaines de millions de personnes d'un accès à l'alimentation, aggravant ainsi une situation mondiale déjà alarmante.

La crise agricole et alimentaire qui s'annonce est tout à fait singulière, car elle touche aussi bien les populations du Nord que celles du Sud, même si les ruraux pauvres du Sud sont plus vulnérables dans la mesure où ils ne bénéficient pour la plupart d'aucun filet de sécurité. De plus, malgré quelques problèmes liés à l'offre (hausse des prix) dans certains pays d'Afrique, l'on est globalement face à une crise de la demande : les populations ont en effet des difficultés d'accès à l'alimentation, à cause soit de la fermeture des marchés soit d'une baisse des revenus.

Dans ce contexte, de nombreuses voix s'élèvent sur la nécessité de relocaliser et de diversifier les systèmes alimentaires pour renforcer leur résilience. Mais le risque existe de pousser la relocalisation jusqu'à un "nationalisme alimentaire" peu souhaitable.

Réflexion sur les contours d'un système alimentaire relocalisé qui soit économiquement soutenable, socialement inclusif et écologiquement viable.

DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES "SUR LE FIL DU RASOIR DEPUIS DES DÉCENNIES"

La crise que nous vivons aujourd'hui révèle les défaillances de la mondialisation et les chaînes alimentaires, qu'elles soient courtes ou longues, sont fragilisées. En effet, les longues, en général complexes, sont les plus délicates à gérer car elles brassent un nombre important d'acteurs et ce à travers plusieurs pays. Par ailleurs, les plus courtes sont aussi impactées en raison de la fermeture des marchés locaux ou des mesures de distanciation sociale. C'est le cas dans certains pays comme le Sénégal et le Burkina Faso où la fermeture de ces marchés empêche un canal de diffusion pourtant vital pour permettre aux populations de survivre. Cette situation n'est pas sans rappeler l'épisode de l'épidémie Ebola, qui a entraîné une restriction des déplacements, causant une pénurie de main d'œuvre et entraînant de fait une baisse de l'offre de produits agricoles sur le marché.

De façon très concrète, deux mesures prises récemment dans de nombreux pays ont des répercussions immédiates dans le domaine agricole. La plupart des pays européens ont fermé leurs frontières dans le courant du mois de mars 2020. Or cette période correspond à un moment crucial dans une année agricole, car elle représente un besoin en main d'œuvre important pour la récolte de nombreux produits. Mais la plupart des ouvriers agricoles sont de la main d'œuvre étrangère. A titre d'exemple l'Allemagne reçoit 300.000 ouvriers agricoles en provenance de Pologne, Roumanie ou encore Bulgarie, et l'Italie près de 200.000.

Les restrictions d'exportations sont une deuxième facette du problème. Afin de nourrir sa population et prévenir une pénurie, le Vietnam a suspendu ses exportations provoquant des inquiétudes dans certains pays comme la Malaisie qui importe 30 à 40% de ses besoins en riz pour couvrir la demande locale. Parmi les pays du Nord, la Russie, premier pays exportateur de blé, a décidé de fermer ses frontières. Cette annonce en pleine épidémie amène à de nombreux questionnements sur les risques potentiels d'une pénurie alimentaire pour les pays dépendants.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui au cœur d'une crise dont les répercussions vont bien au-delà de l'aspect purement sanitaire. Fin avril 2020, le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial déclarait que la pandémie de la Covid-19 ne pourrait être que "l'aube d'une pandémie de la faim". Dans le même temps, des émeutes de la faim ont éclaté au Liban, ce qui "pour de nombreux observateurs", sont des premiers cris d'alarme dont il est nécessaire de prendre en compte toute la gravité et tout le sérieux.

Finalement, si certaines conséquences de cette crise sont immédiates, les causes qui les ont engendrées sont structurelles et présentes depuis des décennies. La pandémie de la Covid-19 nous montre l'urgence de construire de véritables souverainetés alimentaires à travers le monde.

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN LEVIER POUR RELOCALISER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le "concept" de souveraineté alimentaire a été employé pour la première fois par La Via Campesina en 1996, en réaction à un modèle agro-alimentaire néolibéral dominé par les grandes organisations et corporations supranationales. Il caractérise entre autres "le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires". Depuis, le concept est repris par plusieurs organisations altermondialistes, refaisant surface en périodes de crises alimentaires pour rappeler aux uns et aux autres la nécessité de changer

© Roger Job

de modèle. Mais, dans le contexte de la Covid-19, en quoi la souveraineté alimentaire apparaît comme une alternative à la mondialisation du système agroalimentaire ?

La souveraineté alimentaire repose en effet sur une (ré) appropriation de leurs systèmes agroalimentaires par les citoyens, lesquels seraient en mesure de faire des choix qui tiennent compte d'autres variables que le profit et la productivité. Il se trouve que la nourriture est un bien qui répond à un besoin essentiel (nourrir) et en tant que telle, elle ne devrait pas être traitée comme les biens manufacturés. Toutefois, la compétence des citoyens pour définir des politiques agro-alimentaires efficaces fait débat au sein des mouvements de la souveraineté alimentaire. Pour certains, ce sont les Etats les mieux qualifiés, pourvu qu'ils soient indépendants et qu'ils consultent les citoyens pour refléter leurs choix. Pour d'autres, c'est aux citoyens d'exercer ce pouvoir car les canaux de transmission entre Etats et citoyens sont défectueux. Difficile de trancher ce débat, mais ce déplacement du pouvoir vers les citoyens ou les Etats a vocation à créer un double effet. D'une part, il devrait stimuler la production locale, réduisant ainsi la dépendance aux importations et la précarité alimentaire que celle-ci implique pour des pays qui doivent importer même des denrées de première nécessité (blé, riz, etc.). D'autre part, les citoyens n'étant pas mus par des logiques de marché, ils auraient tendance à privilégier la qualité et la variété des aliments, en s'appuyant sur des savoirs et pratiques paysans plutôt vertueux pour la santé publique, l'environnement et la biodiversité (agriculture biologique, agroécologie, etc.).

Les défenseurs de la souveraineté alimentaire proposent également des circuits courts avec un intermédiaire au plus entre le producteur et le consommateur. Cela permet non seulement d'assurer aux producteurs des revenus plus élevés en renforçant leur part dans la valeur ajoutée mais aussi de réduire les coûts de transaction liés à de longues chaînes alimentaires (pollution, pertes alimentaires, etc.).

Alors que la crise de la Covid-19 risque de précipiter la faillite des petites exploitations agricoles, la ferme agro-écologique des Belemgnegre au Burkina Faso a su se montrer résiliente, voire même doubler sa clientèle, en misant sur le bio et le circuit court, mais surtout en réinventant ses façons de faire (commandes par téléphone, livraison à domicile).

NON AU "NATIONALISME ALIMENTAIRE"!

Pour la majorité des mouvements de la souveraineté alimentaire, le redéploiement du système agroalimentaire ne doit pas se transformer en autarcie. Face à des écosystèmes agricoles différenciés à travers le monde (inégalités de conditions de production entre régions) et des consommateurs de plus en plus exigeants sur la disponibilité, la qualité et la diversité des aliments, il est utopique qu'un pays puisse s'auto-suffire. En fait, il est des aliments que l'on ne peut tout simplement pas produire sur son territoire à cause des conditions pédoclimatiques et que l'on doive importer pour répondre aux besoins de sa population. Le double statut de premier importateur et exportateur mondial de produits agricoles de l'UE est symptomatique de cette réalité. Il est donc nécessaire de trouver "un équilibre entre circuits courts et circuits longs", pour favoriser des complémentarités entre pays aux potentialités différentes, tout en créant des débouchés supplémentaires pour les agriculteurs. Mais pour ne pas retomber dans les travers du commerce agricole mondial actuel, cela pourrait se faire, comme le suggèrent Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, par la création de "grands marchés agricoles régionaux regroupant des pays avec des productivités assez proches" et la protection de ces marchés "contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix par des droits de douane variables (...)" garantissant des prix rémunérateurs et stables aux agriculteurs locaux.

En définitive, force est de noter que la crise de la Covid-19 nous révèle les fragilités des systèmes alimentaires mondiaux et nous oblige à (re)penser des systèmes plus résilients. Cependant, ces nouveaux systèmes agroalimentaires ne sauraient être viables qu'en ayant une vision holistique, et non manichéenne, des agroécosystèmes.

© Roger Job

Jehanne Seck
Joseph Etienne Kolié
Volontaires

L'article a été réalisé à partir de nombreuses références. Il n'a pas été possible de les mentionner ici mais pour toute précision, n'hésitez pas à nous contacter.

EN BELGIQUE, LES GASAP* : GRAINES DE RÉSILIENCE

(*) GASAP : Groupes d'Achat Solidaires de l'Agriculture Paysanne.

Pendant le confinement, au Nord comme au Sud, la demande pour les ventes directes de produits locaux a explosé. Simple envie de fuir les files des supermarchés, nécessité ou véritable changement de comportement, il est trop tôt pour le dire. Une certitude cependant : ces réseaux portent en eux les germes de la résilience.

Immersion au cœur d'un GASAP bruxellois qui ne connaît pas la crise.

Les RadisKaliens ont choisi de se réapproprier leur alimentation, de s'affranchir des multinationales et des intrants.

De savoir ce qu'ils mangeaient et d'être fiers de ce qu'ils produisaient : un choix à contre-courant du modèle agricole dominant, de l'hyperspécialisation et des échanges non raisonnés. Un nom de brassicacées anarchistes qui unit un jeune trio d'agriculteurs bruxellois à des citoyens désireux de les soutenir dans leur démarche agroécologique. Ensemble, ils ont conclu un contrat qui engage les mangeurs à souscrire un abonnement d'un an en échange d'un panier hebdomadaire de produits locaux, bio et de saison. Pour Aurélien, maraîcher au sein de la coopérative RadisKale, c'est un gage de stabilité et la garantie que la production sera vendue et à un prix correct. Pour les mangeurs, c'est l'assurance de disposer chaque semaine de produits frais et variés. Une aubaine en période de crise.

Mais un GASAP crée aussi du lien.

Les RadisKaliens se retrouvent chaque semaine à la Kantine du canal à Bruxelles. C'est l'occasion de récupérer leurs paniers, de passer un bon moment et de discuter. Des échanges qui permettent aussi de cheminer vers un mode de vie plus durable et parfois de s'organiser. Car un GASAP, c'est un collectif autogéré. Les plus investis gèrent la comptabilité, la communication ou l'organisation. Les autres aident trois à quatre fois par an à la confection des paniers. Ici pas de contrainte étouffante. Tout se fait avec flexibilité et solidarité : de réels atouts. Car comme le souligne Aurélien pendant la crise "rien n'a changé". Face aux mesures de sécurité et à la perte de leur lieu de permanence, les gasapiens se sont adaptés. Cette capacité d'adaptation, couplée à la réduction de la dépendance extérieure, fait la force du circuit court. En l'associant aux échanges internationaux raisonnés, à l'agroécologie, à la volonté de consommer différemment et de soutenir une agriculture durable, on crée un modèle résilient capable de répondre aux crises et aux défis alimentaires.

Jessica Vanrenterghem
Volontaire

MULTIPLIER ET FAIRE GRANDIR LES PROJETS LOCAUX VERTUEUX

Depuis plusieurs semaines, le COVID 19 est en train de mettre notre planète sous tension. Cette crise démontre que la mondialisation libérale, au-delà d'être souvent prédatrice, est également très fragile.

Les conséquences prévisibles de la pandémie sont très inquiétantes pour les pays qui présentent un faible degré d'autosuffisance alimentaire et une grande dépendance par rapport aux intrants et aux exportations de certaines spéculations. La plupart des pays du Sud dans lesquels travaille SOS Faim ne montrent aucune robustesse face aux chocs alimentaires. Toutes les chaînes de valeur vont être durablement bouleversées.

La pandémie nous montre clairement que notre système alimentaire actuel doit être repensé et que l'agriculture est un élément fondamental de la sécurité individuelle et collective de nos sociétés.

© Roger Job

Dans ce contexte, nous les citoyens conscients, nous devons nous mobiliser pour remettre en route un système alimentaire plus respectueux des petits producteurs et des générations futures. Et donc, in fine, ce sont bien des activités comme celles des organisations soutenues par SOS Faim qu'il va falloir multiplier et mettre à l'échelle.

Au Sénégal, dans des villages des départements de Gossas et Fatick particulièrement touchés par une malnutrition aigüe, dix nouvelles cantines scolaires pérennes ont vu le jour, en association avec les parents d'élèves et les communes.

Au Burkina Faso et au Mali, ce sont des achats groupés d'aliments de base qui sont organisés pour que les familles puissent bénéficier de meilleures conditions pour pallier leur déficit de production.

Au Pérou, des milliers de paysans et paysannes se sont mobilisés et ont obtenu des avancées politiques historiques en faveur de l'agriculture familiale grâce à l'appui de notre ONG.

En Belgique aussi, nous pouvons agir. Comme avec la campagne de plaidoyer qui dénonce une pratique aberrante dans le secteur laitier et qui a déjà provoqué des avancées réglementaires au niveau de la Commission européenne, permettant notamment de mieux tracer les produits réengraissés aux huiles végétales.

Désormais, les citoyens conscients de tous les pays désirent influencer les choix stratégiques qui régissent les manières de produire et de distribuer leur alimentation. En conséquence, l'alimentation n'est plus seulement un enjeu biologique ou social, elle est également un enjeu politique.

C'est précisément sur cet enjeu que nous devons mettre l'accent pour espérer faire bouger structurellement et durablement les lignes. Il nous faut dénoncer les faux argumentaires et les résistances aux changements nourris par les lobbies agroalimentaires pour que les politiques prennent les décisions qui permettront la transition agroécologique.

Olivier Hauglustaine
Secrétaire général de SOS Faim

champ libre

CONCOURS
DE COURTS-MÉTRAGES

AVEC TON SMARTPHONE OU TA CAMÉRA, FILME TON LIEN À LA TERRE NOURRICIÈRE

Quel est ton lien à la terre qui te nourrit ? Te demandes-tu d'où proviennent les aliments que tu consommes ? Qui les a cultivés ? À quel prix ? Le bio, l'élevage industriel, les OGM, la permaculture... tu en penses quoi ?

En somme, quelles initiatives, pratiques, regards ou imaginaires pouvons-nous porter ensemble pour préserver cette terre d'une industrialisation dévastatrice ?

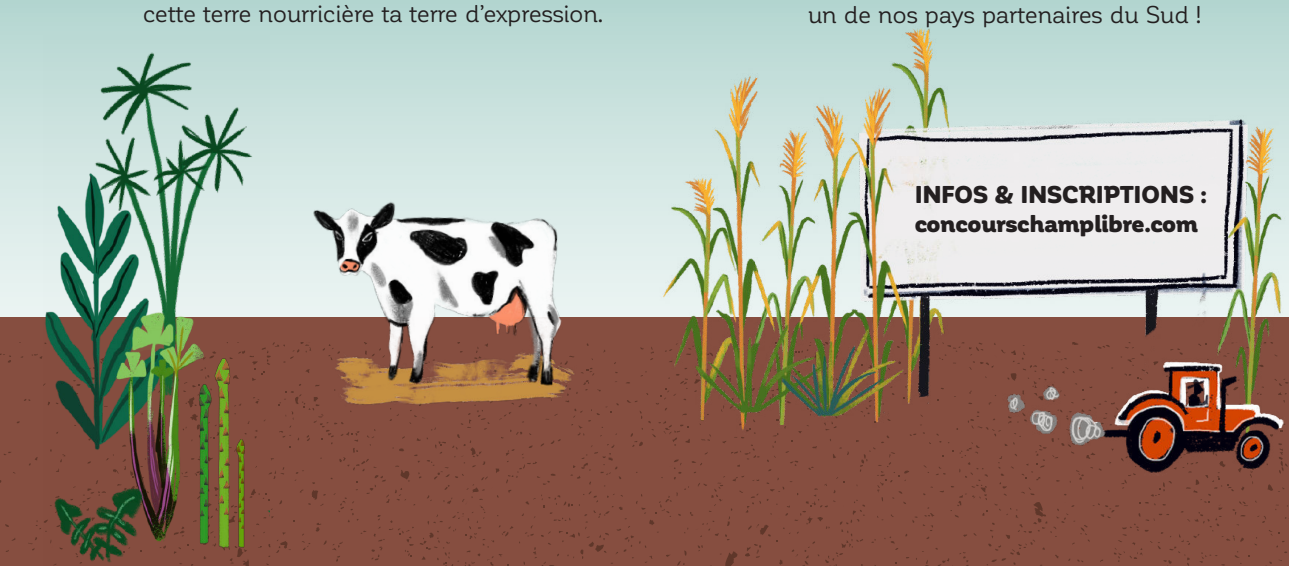
Parce que tu en es l'héritier direct et un acteur de demain, SOS Faim te donne le Champ libre pour faire de cette terre nourricière ta terre d'expression.

POUR QUI ?
Ouvert à tous les jeunes francophones entre 18 et 30 ans, amateurs ou professionnels

QUOI ?
Un film de 5 min max, genre libre

QUAND ?
Soumets ton film avant le 17 août 2020 à minuit (UTC+2)

À LA CLÉ :
Une diffusion au Festival Alimenterre à Bruxelles et de nombreux prix, dont 2.000 € d'équipement audiovisuel et une expérience de tournage avec SOS Faim dans un de nos pays partenaires du Sud !



SOS FAIM

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

www.sosfaim.be